



**REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL  
SÉANCE DU 14 NOVEMBRE 2025**

L'an deux mille vingt-cinq, le vendredi quatorze novembre, à vingt heures, le Conseil Municipal dûment convoqué s'est réuni en session ordinaire, salle du Conseil Municipal à Semoy, sous la présidence de M. Laurent BAUDE, Maire.

**Nombre de conseillers municipaux en exercice : 23**

**Date de la convocation du Conseil Municipal : 7 novembre 2025**

**Présents :**

Laurent BAUDE – Patricia BLANC – Jean-Louis FERRIER – Chahrazede BENKOU NAVARRO – Hervé LETOURNEAU – Amandine LOUIS – Philippe RINGUET – Jean-Paul LEGAL – Olivier MORAND – Rabah LOUCIF – Stéphanie DARDEAU – Linda LOISEL – Christelle LEGENDRE – Isabelle LEROUX – Jean-François MENORET – Jany MAUFRAIS – Robert FENNINGER – Martine AIME – Jean-Luc INDIENNA

**Absents excusés :** Elisabeth GUEYTE – Joël LANGUILLE

**Absents :** Sana CHELDA – Benoît JOUANNETAUD

**Pouvoirs :**

Elisabeth GUEYTE a donné pouvoir à Jean-Louis FERRIER

Joël LANGUILLE a donné pouvoir à Patricia BLANC

**Secrétaire de séance :** Martine AIME

|                           |    |
|---------------------------|----|
| Conseillers en exercice : | 23 |
| Conseillers présents :    | 19 |
| Pouvoirs :                | 2  |
| Ont voté :                |    |
| Pour                      | 20 |
| Contre                    |    |
| Abstention                | 1  |

**92/25 – CONGÉS MALADIE ORDINAIRE – APPLICATION DES NOUVELLES RÈGLES D'INDEMNISATION DES AGENTS PUBLICS**

Monsieur le Maire informe que la loi de finances pour 2025 prévoit de nouvelles règles d'indemnisation pour les agents publics (fonctionnaires et contractuels de droit public) durant les congés de maladie ordinaire, et ce à compter du 1<sup>er</sup> mars 2025.

Le cadre légal :

La loi de finances pour 2025 prévoit que durant les trois premiers mois du congé de maladie ordinaire (CMO), le fonctionnaire perçoit, après application de la journée de carence, 90 % du traitement, en lieu et place du plein traitement jusqu'ici en vigueur (modification de l'art. L. 822-3 du CGFP).

Cette mesure a été transposée par décret aux agents contractuels (de droit public) pendant la période du CMO précédant le passage à demi-traitement (modification des art. 7, 12 et 45 du décret n° 88-145 du 15 février 1988).

La réduction s'applique aux CMO accordés à compter du 1<sup>er</sup> mars 2025 (1<sup>er</sup> jour du mois suivant la publication de la loi de finances). Cette réforme ne concerne que les congés de maladie ordinaire.

L'indemnisation des autres types de congés restent inchangés :

- CITIS (Congé pour Invalidité Temporaire Imputable au Service),
- Congé de maladie longue durée,
- Congé de longue maladie,
- Congé de maladie professionnelle.

Ces nouvelles règles d'indemnisation viennent produire des effets sur le sort de l'IFSE et des autres éléments de rémunération en cas d'absence pour congé de maladie ordinaire, comme le présente le tableau ci-dessous :

| Éléments impactés  | Avant le 1 <sup>er</sup> mars 2025 | À partir du 1 <sup>er</sup> mars 2025   |
|--|------------------------------------|---|
| Traitement durant les 3 premiers mois (dont IFSE)                      | 100%                               | 90%                                     |
| Traitement durant les 9 mois suivants                                  | 50%                                | 50%                                     |
| Jour de carence  | 1 jour                             | 1 jour                                  |
| Supplément familial de traitement (SFT) et indemnité de résidence (IR) | Inchangés                          | Inchangés                               |
| Nouvelle Bonification Indiciaire (NBI)                                 | Maintenue si applicable            | Réduction proportionnelle au traitement |
| Complément de traitement indiciaire (CTI) et transfert primes/points   | Inchangés                          | Réduction proportionnelle au traitement |

À partir du 1<sup>er</sup> mars 2025, ces nouvelles règles s'appliqueront à tout nouvel arrêt maladie.

Aussi, et comme le rappelle la DGCL, la conservation des primes (régime indemnitaire) aux agents territoriaux absents pour indisponibilité de santé doit reposer sur une délibération de la collectivité dont le contenu ne peut être plus favorable, en vertu du principe de parité, aux dispositions en vigueur dans la fonction publique de l'Etat. Or, ces dispositions prévoient un maintien du régime indemnitaire en congé de maladie ordinaire dans les mêmes proportions que le traitement.

**Ceci étant exposé,**

**Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;**

**Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, et notamment son article 20 ;**

**Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;**

**Vu la loi n°2010-751 du 5 juillet 2010 relative à la rénovation du dialogue social et comportant diverses dispositions relatives à la fonction publique ;**

**Vu la loi n°2025-17 du 14 février 2025 de finances pour 2025 ;**

**Vu le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 modifié pris pour l'application du premier alinéa de l'article 88 de la loi 84- 53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;**

**Vu le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création du RIFSEEP dans la Fonction Publique d'Etat ;**

**Vu le décret n°2015-661 modifiant le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;**

**Vu le décret n° 2020-182 du 27 février 2020 relatif au régime indemnitaire des agents de la fonction publique territoriale ;**

**Considérant que le régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) mis en place pour la fonction publique de l'Etat est transposable à la fonction publique territoriale ;**

**Considérant que le décret n°2014-513 du 20 mai 2014 précise que lors de la transition vers le RIFSEEP, chaque agent bénéficie du maintien de son niveau mensuel de régime indemnitaire ;**

Considérant que la présente délibération sera complétée au fur et à mesure de la publication des arrêtés ministériels et de leur transposition aux autres cadres d'emplois de la Fonction Publique Territoriale ;

Considérant que la conservation des primes (régime indemnitaire) aux agents territoriaux absents pour indisponibilité de santé doit reposer sur une délibération de la collectivité dont le contenu ne peut être plus favorable, en vertu du principe de parité, aux dispositions en vigueur dans la fonction publique de l'Etat.

Vu l'avis favorable de la commission finances en date du 03 novembre 2025

Vu l'avis défavorable du comité social territorial du 4 novembre 2025.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité (1 abstention) :

- D'APPROUVER les nouvelles règles de modulation de l'IFSE et des autres éléments de traitement en cas d'absence pour congés de maladie ordinaire :

| Éléments impactés  | Avant le 1 <sup>er</sup> mars 2025 | À partir du 1 <sup>er</sup> mars 2025   |
|--|------------------------------------|---|
| Traitement durant les 3 premiers mois (dont IFSE)                      | 100%                               | 90%                                     |
| Traitement durant les 9 mois suivants                                  | 50%                                | 50%                                     |
| Jour de carence  | 1 jour                             | 1 jour                                  |
| Supplément familial de traitement (SFT) et indemnité de résidence (IR) | Inchangés                          | Inchangés                               |
| Nouvelle Bonification Indiciaire (NBI)                                 | Maintenue si applicable            | Réduction proportionnelle au traitement |
| Complément de traitement indiciaire (CTI) et transfert primes/points   | Inchangés                          | Réduction proportionnelle au traitement |

Fait à Semoy, le 14 novembre 2025

Le président de séance,

Laurent BAUDE

Maire



La secrétaire de séance,

Martine AIME

Conseillère municipale



Transmission au contrôle de légalité le :

**21 NOV. 2025**

Publication numérique le :

**21 NOV. 2025**

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le tribunal administratif d'Orléans peut être saisi par voies de recours formé contre la présente délibération dans un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- date de réception par le représentant de l'État dans le département pour contrôle de légalité
- date de publication et/ou de notification